

CRISE DU CAUCASE: ÉPREUVE POUR LA RUSSIE ET L'OCCIDENT

L'intervention militaire de la Russie en Géorgie et la reconnaissance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie ont de nouveau fait du Caucase un point chaud de la politique de sécurité. L'attaque hasardeuse de la Géorgie et la démonstration de force russe remettent en question des paramètres importants de l'ordre sécuritaire européen. La situation instable qui prévaut au Caucase menace en outre de saper les efforts de l'Europe visant à réduire la dépendance de la Russie en matière de politique énergétique. Les options du monde occidental sont limitées; isoler Moscou aurait toutefois un effet contreproductif.



Le président du Conseil européen Sarkozy et le président de la Russie Medvedev à Moscou, 12 août 2008.

Du point de vue de la politique de sécurité, le conflit autour de l'intégrité territoriale de la Géorgie est important sous trois aspects. Premièrement, l'attaque que les troupes géorgiennes ont menée le 7 août 2008 contre la république dissidente de l'Ossétie du Sud a révélé que les tensions ethniques et les efforts sécessionnistes dans cette mosaïque de peuples du Caucase continuent de receler un grand potentiel de conflit.

Deuxièmement, la Russie a démontré par sa progression militaire vers la Géorgie qu'elle était prête à imposer au Caucase sa revendication de puissance par tous les moyens. Le refoulement des forces de combat géorgiennes hors de l'Ossétie du Sud et l'avancée des troupes russes au cœur du territoire géorgien étaient liés à un objectif supérieur qui consistait à infliger une cuisante défaite à l'armée géorgienne entraînée par les USA et à déstabiliser le gouvernement proamé-

ricain de la Géorgie. Parallèlement, Moscou a fait savoir à ses voisins et à l'Ouest qu'elle avait la volonté et la capacité d'intervenir en tant que force de gouvernance régionale. En reconnaissant unilatéralement l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie le 26 août 2008, Moscou a mis en évidence son opposition à la prise d'influence occidentale.

Troisièmement, la crise sévissant en Géorgie et la manière forte adoptée par la Russie peuvent avoir des retombées sur la politique de sécurité qui dépassent de loin le périmètre du Caucase. L'OTAN et l'UE se voient contraintes de repenser leur rapport à la Russie dans le contexte de leurs relations avec les pays de la zone postsoviétique. La crise constitue également une menace pour les efforts déployés par les Européens en vue de réduire leur dépendance de la Russie pour les fournitures d'énergie, car les seuls pipelines qui transportent vers l'Ouest le

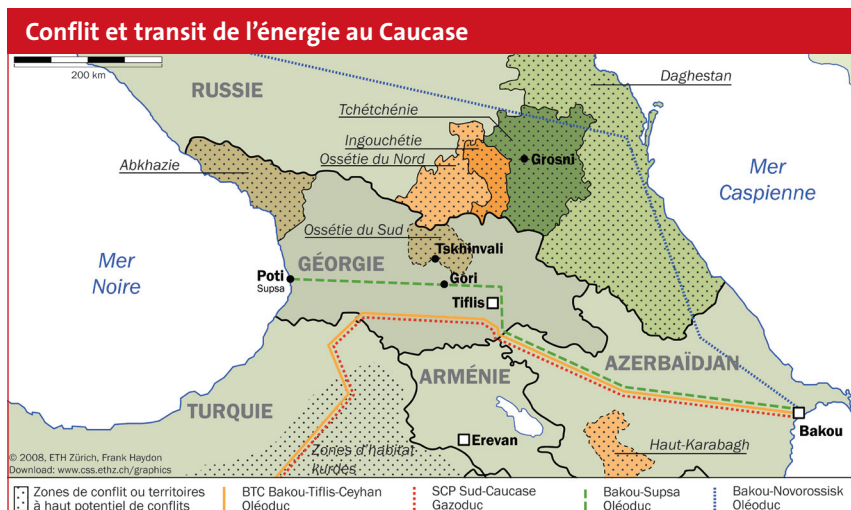
pétrole et le gaz de la mer Caspienne en évitant le territoire russe traversent la Géorgie.

Les conflits caucasiens

Face aux problèmes en Afghanistan et au Proche-Orient, les foyers de conflits du Caucase ont, ces dernières années, provisoirement disparu des radars de la politique de sécurité des Etats occidentaux. On a entre-temps oublié que depuis le démembrement de l'Union soviétique, cette région connaît cinq zones de conflit majeures:

Dans le nord du Caucase qui fait partie du territoire russe, Moscou est intervenu deux fois militairement contre la Tchétchénie qui aspire à l'indépendance. L'organisation russe pour les droits de l'homme Memorial estime que les deux guerres qui ont frappé la Tchétchénie (de 1994 à 1996 et de 1999 à 2005) ont fait quelque 75 000 victimes civiles. Plus de 10 000 soldats russes et au moins autant de combattants tchétchènes y ont laissé leur vie. Aujourd'hui, la situation demeure tendue. Des incidents armés ont lieu pratiquement tous les jours entre les rebelles tchétchènes et les forces de l'ordre de l'Etat. Un conflit permanent oppose aussi les clans tchétchènes. En outre, le conflit ne se limite plus à la Tchétchénie, mais a depuis longtemps gagné le Daghestan et l'Ingouchétie.

Des tensions existent aussi entre les deux républiques voisines de nord du Caucase, l'Ingouchétie et l'Ossétie du Nord. En 1992, une guerre violente, mais brève a éclaté à propos du district dit de Prigorodni, un territoire contesté que les deux républiques revendiquent pour elles-mêmes. La guerre a fait plus de 500 morts. Plusieurs dizaines



de milliers d'Ingouches ont été expulsés. La question territoriale n'est à ce jour pas définitivement éclaircie. Même le rapatriement des personnes expulsées n'est de loin pas achevé. Un nouvel éclatement n'est pas à exclure.

Dans les Etats du sud du Caucase que sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, on peut identifier trois grandes zones de crise. Un conflit règne entre l'Azerbaïdjan et les Arméniens de Karabagh pour Haut-Karabagh, qui appartient à l'Azerbaïdjan du point de vue du droit international, mais qui est toutefois majoritairement peuplé par les Arméniens. Une guerre de sécession sanglante a laissé derrière elle plus de 20 000 morts et plus d'un million de personnes ont été chassées entre 1992 et 1994. Depuis lors, la question du statut du Haut-Karabagh n'est toujours pas réglée.

En Géorgie, l'Etat central a mené deux guerres immédiatement après le démembrement de l'Union soviétique contre des minorités: les Ossètes du Sud (1991-1992) et les Abkhazes (1992-1993). Le conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie a été particulièrement sanglant: de graves massacres ont été commis parmi la population géorgienne et quelque 250 000 Géorgiens ont été expulsés. L'attaque des troupes géorgiennes contre l'Ossétie du Sud et l'intervention militaire russe en été 2008 ont de nouveau engendré d'importants flux de réfugiés et encore une fois aggravé la situation de façon dramatique.

L'importance géopolitique du Caucase

Eu égard aux chevauchements ethniques, les zones de conflit dans l'Etat du Caucase sont étroitement imbriquées les unes dans les autres. Le fait que ces régions se livrent

depuis des années une course effrénée aux armements contribue à maintenir le potentiel d'escalade à un niveau élevé. La Russie a stationné 100 000 hommes dans le nord du Caucase et procède régulièrement à des manœuvres de guerre dans la région. Ces dernières années, les trois Etats du sud du Caucase ont massivement augmenté leurs budgets défense: la Géorgie a plus que décuplé ses dépenses pour l'armée entre 2002 et 2007 et l'Azerbaïdjan a massivement augmenté les siennes surtout grâce aux recettes supplémentaires issues des exportations de pétrole.

Ce sont en particulier les conflits dans le sud du Caucase qui recèlent un pouvoir explosif international parce que des rivalités géopolitiques viennent se superposer à eux. La lutte pour les zones d'influence qui oppose la Russie et les USA occupe le devant de la scène. Mais l'UE, elle aussi, étend sa sphère d'influence toujours davantage vers l'Est, phénomène qui se manifeste pour le moment principalement dans l'extension des relations commerciales. Par ailleurs, les Etats voisins directs que sont la Turquie et l'Iran ont de solides intérêts dans la région alors qu'ils ont jusqu'ici fait preuve de retenue sur le plan politique.

La Russie joue un grand rôle dans toutes les zones de crise du sud du Caucase en tant que puissance militaire dominante. On constate les relations les plus étroites avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie où la Russie s'est établie en y stationnant après les conventions de cessez-le-feu du début des années 1990 des troupes de paix, s'offrant aux Abkhazes et aux Ossètes du Sud comme une puissance protectrice. Depuis lors, Moscou entretient des relations économiques et politiques très étroites avec les territoires dissidents et leur a aussi procuré depuis bien

des années une aide militaire. Les Arméniens de Karabagh sont certes soutenus de manière déterminante par l'Arménie, mais la Russie prend ici aussi un poids important grâce à son alliance militaire avec Erevan.

Les USA de leur côté soutiennent de nombreuses initiatives depuis 1991 qui visent à soustraire les Etats de l'ancienne Union soviétique à l'influence de la Russie. Washington a dès le début été un ardent défenseur de la construction du pipeline reliant Bakou à Ceyhan en Turquie via Tiflis (BTC), a soutenu les regroupements régionaux des anciens Etats soviétiques comme l'association régionale GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) et a offert une aide militaire aux trois Etats du Sud-Caucase. Le partenariat en matière de politique de sécurité a connu un développement particulièrement intense avec la Géorgie. Les USA ont contribué de manière déterminante à la modernisation de l'armée géorgienne en dispensant généreusement des appuis financiers et des programmes de formation.

La rivalité qui oppose Washington et Moscou dans le Caucase est devenue patente peu avant l'éclatement de la crise géorgienne à mi-juillet 2008 lorsque les deux côtés ont procédé simultanément à des manœuvres militaires. Ainsi, ce sont plus de 1000 soldats américains qui se sont entraînés pendant trois semaines avec plusieurs centaines de Géorgiens dans la région de Tiflis afin de se préparer pour le cas où la situation deviendrait critique sur le plan militaire. Des fractions de troupes d'Azerbaïdjan, d'Arménie et d'Ukraine ont également participé à cet exercice annuel. La Russie a pour sa part effectué de grandes manœuvres militaires dans le Nord du Caucase, près de la frontière avec la Géorgie, en engageant plus de 8000 soldats. Les mêmes troupes se sont retrouvées quelques semaines plus tard au cœur du territoire géorgien. Du point de vue de la Russie, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 a constitué le premier conflit indirect entre la Russie et les USA depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991.

La dimension suprarégionale

La démarche de la Russie dans la crise géorgienne ne va pas seulement intensifier la lutte d'influence au Caucase, mais risque d'avoir aussi des répercussions suprarégionales. L'avertissement que Moscou a donné à l'Ouest spécifiant que la Russie n'entendait pas étendre davantage son influence dans l'espace postsoviétique, se réfère en particulier au conflit autour de l'orientation de l'Ukraine en termes de politique de sé-

curité. Pour la Russie, il est inacceptable que Kiev devienne membre de l'OTAN. L'alliance occidentale s'étendrait ainsi aux frontières russes dans une région qui, pour la Russie, occupe une position centrale sur l'échiquier géostratégique. De même, les Russes sont nombreux à considérer l'Ukraine, qui abrite une minorité russe importante, comme le berceau de la civilisation russe.

Au-delà des frontières de l'Ukraine, la crise géorgienne a nourri des craintes dans l'ancienne zone d'influence de l'Union soviétique selon lesquelles Moscou pourrait défendre ses intérêts en recourant de nouveau davantage à la force militaire. Le besoin collatéral de se lier plus étroitement avec l'Ouest s'est par exemple manifesté dans la décision étonnamment rapide de la Pologne d'autoriser le stationnement de fusées américaines dans le cadre de la défense antimissile stratégique. Du point de vue de l'Occident, il se pose toutefois la question de savoir si une escalade des tensions avec la Russie, qui serait inévitable dans le cas d'un nouvel élargissement des institutions de sécurité euro-atlantiques, vaut le risque.

Comment les relations entre l'Ouest et la Russie vont-elles évoluer? Il faut attendre pour le savoir. Pour l'heure, la coopération économique et en matière de politique de sécurité qui – à l'instar de l'élargissement par l'OTAN et l'UE – est devenue un paramètre important de l'ordre sécuritaire européen, est remise en question des deux côtés. Il est vrai, les hommes au pouvoir à Moscou devraient avoir reconnu qu'ils ont tiré un peu trop fort sur la corde et qu'ausi bien dans le cadre de l'ONU qu'au sein des prétendus alliés de la Russie regroupés dans la *Shanghai Cooperation Organization*, ils se sont isolés dans des proportions qui vont à l'encontre des intérêts russes et en particulier de l'objectif visant à étendre la prise d'influence dans les pays voisins.

La crise géorgienne a aussi des implications en termes de politique énergétique, en particulier pour l'Europe. Les efforts que les Occidentaux déploient depuis de longues années en vue de créer un corridor énergétique est-ouest sûr en contournant la Russie ont connu un cuisant échec. Durant la guerre, la Russie était pourtant soucieuse de ne pas endommager d'infrastructure de pipeline car cela aurait nui à l'image que les producteurs d'énergie de la Caspienne se font d'elle. Les forces aériennes russes ont néanmoins bombardé des ports et des infrastructures géorgiens provoquant la fer-

meture par les exploitants de pipelines du réseau entier d'oléoducs en Géorgie.

Eu égard à la situation houleuse qui prévaut en Géorgie, la question se pose pour les Européens de savoir s'il est raisonnable d'effortier encore davantage les capacités de transport pour le pétrole et le gaz via la Géorgie. La situation se présente sous un angle particulièrement délicat dans le cas du gaz qui, à la différence du pétrole, ne peut pas être transporté en mer dans des cuves, mais est fortement tributaire d'une infrastructure de pipeline. Le Turkménistan et le Kazakhstan, les deux principaux exportateurs de gaz d'Asie centrale, vont bien réfléchir avant de se décider s'ils veulent désormais choisir la route peu sûre par la mer Caspienne et au travers de la Géorgie, ce qui les met en conflit avec les intérêts russes. L'alternative consistant à vendre leur énergie comme jusqu'à présent à la Russie à un bon prix tout en augmentant désormais les exportations vers la Chine devrait de nouveau devenir plus intéressante après la guerre intervenue en Géorgie. Comme l'Azerbaïdjan à lui seul produit trop peu de gaz pour le gazoduc prévu dans le cadre de Nabucco, ce projet phare des Européens en matière de politique énergétique se trouve toujours davantage menacé (voir analyse du CSS 36). L'UE voit aussi s'estomper ses perspectives visant à réduire de manière significative sa dépendance de la Russie en termes de politique énergétique par un accès direct aux ressources de la région de la mer Caspienne.

Options limitées

Le monde occidental a, à juste titre, à peine critiqué le comportement de la Russie en Géorgie. La question de l'adéquation de la réaction occidentale demeure toutefois contestée. A l'heure actuelle, une stratégie d'isolement vis-à-vis de la Russie ne semble pas prometteuse. Elle ne pousserait guère Moscou à faire des concessions, mais aurait plutôt pour effet d'accroître les forces qui, en Russie, exigent de pratiquer une politique de confrontation contre l'Occident. Et elle ne ferait que tonifier la politique russe vis-à-vis des pays voisins. L'Occident est contraint de collaborer avec Moscou lorsqu'il y va de la stabilisation de l'Europe et de son approvisionnement en énergie et lorsqu'il s'agit de trouver une solution aux défis auxquels le monde doit faire face en termes de politique de sécurité, comme par exemple dans le cas du programme atomique iranien. Inversement, la Russie pourrait ne plus avoir intérêt à ce que l'escalade se poursuive eu égard à sa

base de pouvoir fragile reposant sur des prix de l'énergie élevés. Une coopération sélective est inévitable pour les deux côtés.

Il est important que les Etats occidentaux consacrent davantage d'efforts à la résolution des conflits du Caucase. Quand bien même la Russie aurait de la peine à accepter une intermédiation dans les foyers de crise du nord du Caucase, l'Occident peut et doit jouer un rôle plus actif dans toutes

Une stratégie d'isolement vis-à-vis de la Russie n'est pas prometteuse

les zones de conflits du Sud-Caucase. Dans le cas de la Géorgie,

les options de l'Occident sont actuellement limitées sur cette toile de fond que constitue la solide position de la Russie. C'est l'UE, son principal partenaire commercial, qui est la mieux placée pour faire pression sur elle. Les Européens devraient avant tout pousser Moscou à s'engager pour la mise en œuvre d'un dialogue entre les parties en conflit. Ce dialogue doit avoir lieu sous une égide internationale et doit porter sur des questions telles que le retour des personnes expulsées, la protection des minorités et l'aide à la reconstruction des zones d'habitat et des infrastructures détruites.

Il convient d'éviter une admission trop précipitée des Etats de la zone post-soviétique dans les institutions de sécurité euro-atlantiques. L'OTAN ne doit en aucun cas susciter de faux espoirs chez ces Etats car cela peut avoir comme corollaire, comme dans le cas de la Géorgie, que les gouvernements concernés évaluent mal leur situation en matière de sécurité. Une éventuelle extension des partenariats avec les voisins de la Russie devrait autant que faire se peut intervenir parallèlement à la normalisation des relations avec Moscou. Enfin, l'Europe ne doit pas non plus abandonner de manière trop précipitée l'option de l'énergie caspienne, car cette attitude serait assimilée à une reconnaissance de facto de la prédominance géoéconomique de la Russie. L'UE devrait clairement faire comprendre à la Russie dans le cadre de négociations directes que l'espace de la mer Caspienne doit rester ouvert pour le pétrole et le gaz. Parallèlement, l'Occident ne pourra esquiver le problème de savoir comment on peut mieux protéger les oléoducs et les gazoducs situés dans des zones de crise.

Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch